

PROTECTION DU CLIMAT : MAINTENANT PLUS QUE JAMAIS !

**LE PS APPELLE A DES INVESTISSEMENTS
POUR UN NOUVEAU DEPART APRES LA
CRISE.**

Papier de position du PS Suisse sur la protection du climat et la pandémie de
Coronavirus – version acceptée par le Comité directeur du PS Suisse le 19 juin 2020





RESUME

La situation économique et écologique est grave. Après la crise de la Covid-19, notre pays ne peut pas se contenter de revenir à la normale comme si de rien n'était. Les prochaines années détermineront si la Suisse parvient à créer des emplois durables et si elle contribue à éviter la catastrophe climatique.

Le PS exige que la Confédération corrige le recul des investissements de ces dernières années et accélère l'expansion de l'énergie solaire et des solutions de charge et de stockage de l'électricité, l'assainissement des bâtiments et des processus de production ainsi que la revitalisation des réserves naturelles et des cours d'eau. La loi sur le CO₂ fournit des bases importantes à cet égard, mais cela ne fonctionnera pas sans programmes d'incitation financés par l'État.

Un programme d'impulsion lié à la protection du climat est judicieux à différents égards. Premièrement, cela permettra à l'économie suisse, qui ne fonctionnera qu'à faible capacité au cours des prochains mois, de se préparer à l'avenir. Et, deuxièmement, la Suisse pourra réduire les importants besoins d'ajustement structurel et d'investissement nécessaires pour atteindre les objectifs climatiques. La stabilisation du climat mondial ne peut réussir que si l'on met à profit le nouveau départ de l'économie pour créer des emplois dans la production d'énergie aussi neutre que possible en CO₂.

C'est précisément la raison pour laquelle des plans de relance économique à hauteur de centaines de milliards sont mis en place dans le monde entier, lesquels sont liés aux objectifs climatiques. Les plus grands économistes du monde le recommandent, tout comme l'OCDE et l'UE. En effet, le soutien étatique aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique a des effets macroéconomiques positifs. Les importations d'énergies fossiles sont remplacées par la création de valeur sur le territoire national. Chaque franc investi par l'État en rapporte plusieurs en retournant dans l'économie suisse et crée des emplois durables qui soulagent l'environnement. La Suisse dispose depuis longtemps de l'argent, de la technologie et du savoir-faire nécessaires pour faire d'elle-même un pays climatiquement neutre, et cela rapidement.

PROTECTION DU CLIMAT : MAINTENANT PLUS QUE JAMAIS !

Le PS appelle à des investissements pour un nouveau départ après la crise.

Nous avons foi dans le pouvoir du changement. Nous considérons la crise du coronavirus comme un mandat pour un nouveau départ, un mandat pour un développement durable. Celui-ci doit être guidé par une réflexion éclairée sur nos biens communs et sur la cohésion solidaire de la société, ainsi que par le respect des ressources naturelles limitées. L'histoire nous apprend que les crises peuvent constituer un tournant pour la société, car elles déclenchent un changement de mentalité et libèrent des forces nouvelles. Un tel tournant est aujourd'hui arrivé.

La politique climatique est bien plus que la prévention de futures catastrophes naturelles ou la mise en œuvre d'accords internationaux. Elle est un mandat urgent visant à corriger les orientations à court terme en matière de rendement, afin que notre économie puisse permettre à tout le monde de vivre une vie décente aujourd'hui et à l'avenir. Nous voulons tout mettre en œuvre pour que le sort de notre planète ne dépende pas de décisions d'achat individuelles ni des caprices de propriétaires à la recherche de profits, mais de conditions politiques qui améliorent la qualité de vie de toutes et tous et respectent les limites écologiques de la Terre sans aucun « si » ni aucun « mais ».

Nous ne voulons pas d'une économie purement axée sur la croissance. Bien au contraire, nous appelons de nos vœux une économie de la prospérité¹ qui remplace les contrastes de rareté et d'abondance, ainsi que de désolation et de gaspillage, qui caractérisent le système économique actuel. Un pas important dans cette direction consiste à transformer rapidement les infrastructures de production, de mobilité, d'électricité et de chaleur de manière neutre pour le climat et de veiller à ce qu'elles soient contrôlées démocratiquement. Tant le trafic individuel que le trafic aérien doivent être réduits. Il est urgent de procéder à de grands investissements et d'établir de nouvelles règles mondiales garantissant que les flux financiers ne servent non plus à détruire la planète, mais à la protéger. Cela exige également un changement de cap pour le climat de la part de la place financière – car les investissements réalisés via la place financière suisse entraînent des émissions de gaz à effet de serre de plus de 1 100 million de tonnes chaque année².

Certains groupes sociaux sont particulièrement touchés par le changement climatique. Il s'agit des personnes retraitées, des enfants et des personnes atteintes de pathologies préexistantes (ou ayant des antécédents médicaux), qui souffrent plus que la moyenne de la chaleur et de la sécheresse. Le genre joue également un rôle. Les femmes sont à l'origine du changement climatique dans une moindre mesure que les hommes, mais elles sont touchées par ses effets dans une mesure bien plus large, voire disproportionnée. Dans le même temps, elles ont moins voix au chapitre en matière de politique climatique et ont moins de possibilités d'influer sur celle-ci. Les femmes sont insuffisamment

¹ *Die Donut-Ökonomie. Endlich ein Wirtschaftsmodell, das den Planeten nicht zerstört.* Hanser, Munich 2018.

² https://www.sp-ps.ch/sites/default/files/documents/fuer_einen_nachhaltigen_finanzmarkt_version_dv_deutsch_5.pdf.

représentées en politique, insuffisamment présentes dans les médias et insuffisamment visibles et audibles dans le débat public. Elles n'ont qu'un accès limité aux postes clés de l'économie – là où sont prises les décisions importantes. Il n'en demeure pas moins que les femmes peuvent et veulent contribuer à la résolution de la crise et à la lutte contre le changement climatique. Pour y parvenir, elles doivent devenir plus visibles.

Le PS exige une politique climatique écologique et sociale. Les investissements dans la protection du climat rendent possible un nouveau départ qui renforcera notre économie après la crise du coronavirus. Les investissements rendent notre économie plus résistante aux crises et plus respectueuse du climat, et protègent les générations futures contre l'augmentation des coûts de réparation et d'énergie. La politique climatique est source de justice sociale et économique et revêt donc une importance centrale pour le PS Suisse.

1. Sortir de la crise dans la solidarité

La solidarité et le sens civique (sens de l'intérêt général, sens de la communauté) créent des solutions, tandis que l'intérêt personnel et la pseudo-concurrence excessive exacerbent la crise. La lutte contre la pandémie de la Covid-19 a montré deux choses de façon éclatante : nous allons plus loin ensemble, que ligüés les un-e-s contre les autres et de nombreuses personnes s'efforcent d'aider les autres. La remarquable capacité de coopération des gens est la clé pour sortir de la crise économique et environnementale mondiale actuelle.

L'objectif premier était et est toujours d'éviter les pertes d'emplois causées par le « *shutdown* » et l'effondrement des flux commerciaux. Les circonstances ont entraîné une grande insécurité financière et de grandes difficultés sociales. C'est pourquoi le PS s'est engagé immédiatement et en première ligne pour assurer la survie des entreprises touchées par le « *lockdown* » ainsi que pour le maintien des emplois et des niveaux de salaire. De cette manière, il a été possible de stabiliser le pouvoir d'achat, si important pour la politique économique. Cela a été démontré de manière éclatante notamment par les cantons dominés par le PS, où les gouvernements de gauche (rose-vert) ont été particulièrement déterminés à organiser des programmes d'aide complets pour toutes les personnes touchées³.

Mais le travail n'est pas fini. D'une part, le chômage a fortement augmenté malgré les mesures prises par l'État et, d'autre part, les erreurs du passé doivent être corrigées. **Après la pandémie, la société ne peut pas se contenter de retourner à la vie quotidienne comme si de rien n'était.** Nous ne pouvons pas continuer d'ignorer la vulnérabilité de l'économie mondialisée, l'énorme inégalité entre les plus riches et les plus pauvres, exacerbée par la pandémie ni la destruction rapide de notre planète. De nombreuses régions souffrent de la pénurie et de la désertification, d'autres suffoquent dans l'abondance et le gaspillage. **Les anciennes façons de faire ne conduisent pas l'humanité vers l'avenir.**

³ Le canton de Bâle-Ville, par exemple, avait résolu le problème de liquidités des entreprises fermées avant que la Confédération n'ait réussi à le faire. Bâle-Ville a également été le premier canton à présenter une solution pour les loyers des entreprises et pour les entreprises formatrices. Il a décidé d'apporter un soutien généreux aux acteurs culturels et a assuré le financement des crèches. Dans le canton de Bâle-Ville, trois des sept conseillers/ères d'État sont membres du PS. Le département de l'économie et le département des finances sont dirigés par des socialistes.

2. Les conséquences de la crise

2.1 Les pauvres et la classe moyenne ont été les plus touchés

Les crises économiques pénalisent avant tout les personnes qui ne disposent pas de réserves financières. La crise du coronavirus le montre aussi de manière impitoyable. Selon les premières estimations d'Oxfam⁴, jusqu'à un demi-milliard de personnes dans le monde pourraient être plongées dans la pauvreté par le coronavirus.

En Suisse, plus de 1,9 million de personnes, soit environ 40 % de la population active, ont été inscrites au chômage partiel. Elles ont dû renoncer à 20 % de leur revenu. Le personnel soignant, qui pâtit depuis longtemps déjà de mauvaises conditions de travail, a parfois dû effectuer d'innombrables heures supplémentaires. Cela s'est fait principalement sur le dos des femmes, qui représentent 86 % du personnel soignant spécialisé. Ont également été touché-e-s de nombreux indépendant-e-s, qui ont perdu une grande partie de leur revenu. Les programmes d'aide de certains cantons – dominés par le camp bourgeois – et de la Confédération sont souvent arrivés trop tard ou trop timidement pour éviter les faillites. Le chômage a augmenté d'environ 50 % pendant la période de « *lockdown* » et va continuer de croître. Les demandes d'aide sociale ont quadruplé durant les semaines qui ont immédiatement suivi le « *lockdown* ». La Conférence suisse des institutions d'action sociale prévoit 77 000 bénéficiaires supplémentaires d'ici à 2022 en raison de la crise du coronavirus⁵.

Les personnes qui n'ont pas de permis de séjour ou qui sont financièrement dépendantes des revenus d'autres personnes sont particulièrement touchées. Dans de nombreuses villes, les gens font la queue pour obtenir des colis alimentaires. Ce sont précisément les femmes, qui assurent la cohésion de la société grâce à leur travail d'assistance et de soins souvent non rémunéré, qui ont été le plus durement touchées par la crise.

2.2. L'échec de la course mondiale au profit

Le manque de disponibilité de personnel soignant ainsi que de tests, de respirateurs, d'anesthésiques et de masques de protection a gravement entravé la sortie de la crise du coronavirus. Les chaînes d'approvisionnement mondiales ont été bloquées. On n'a pas réussi à remédier rapidement à ces lacunes. Les réserves nécessaires manquaient. Cette dépendance à l'égard de chaînes d'approvisionnement qui échappent totalement à notre influence démocratique nous a coûté des milliards.

Telle est notamment l'une des conséquences des privatisations et de la pseudo-focalisation sur le marché dans le système des soins de santé. Afin d'accroître leurs profits, les services de santé axés sur la concurrence et l'industrie pharmaceutique recherchent des clients aussi rentables que possible et des coûts aussi bas que possible. Ils ont réduit les capacités et les réserves. Autant d'éléments qui prennent leur revanche en temps de crise. Ainsi, la Covid-19 a pu causer des dommages beaucoup plus importants dans les régions d'Italie où le système de santé est géré par des hôpitaux privés que dans les régions où les soins de santé reposent sur des infrastructures publiques avec suffisamment de centres communaux, de personnel soignant et de médecins de famille⁶.

Depuis des années, nous observons une situation similaire dans le secteur de l'énergie. La libéralisation du marché européen de l'électricité a entraîné une baisse de la sécurité des investissements. Les capacités et les réserves nécessaires pour répondre à tout moment au besoin futur en électricité ont diminué, mettant en péril la sécurité de l'approvisionnement pour l'ensemble de la population. Ce n'est que grâce aux programmes d'encouragement et aux réglementations de l'État que les investissements

⁴ <https://www.theguardian.com/world/2020/apr/09/coronavirus-could-push-half-a-billion-people-into-poverty-oxfam-warns>.

⁵ <https://www.aargauerzeitung.ch/schweiz/der-sozialhilfe-droht-die-grosse-corona-welle-137892740>.

⁶ <https://www.ilpost.it/2020/05/07/two-months-that-shook-lombardy-to-the-core-coronavirus/>.

dans le remplacement des centrales électriques vieillissantes ont pu être réalisés. Sans ceux-ci, nous nous dirigerions inéluctablement vers une augmentation constante des pannes de courant en Europe.

L'approvisionnement en vecteurs énergétiques fossiles, tels que le charbon, le gaz naturel et, surtout, le pétrole, est particulièrement sensible aux crises. En raison du niveau élevé des importations de pétrole et de gaz, 75 % de l'approvisionnement énergétique de la Suisse est dépendant de l'étranger⁷. Ces importations font sortir chaque année environ 10 milliards de francs hors de Suisse. L'approvisionnement en vecteurs énergétiques fossiles est déterminé par les intérêts géopolitiques des puissances mondiales et des pays exportateurs de pétrole. Ils se battent bec et ongles pour obtenir leurs parts de ce marché. Ils font la guerre, expulsent les peuples indigènes et détruisent les réserves naturelles pour s'assurer des droits de production de pétrole.

Enfin, la combustion de vecteurs énergétiques fossiles entraîne un réchauffement du climat, qui cause des dommages économiques toujours plus importants, mène des espèces à leur extinction, rend des régions entières infertiles et oblige leurs habitant-e-s à fuir. Pour la Suisse, cela signifie qu'elle doit supporter des coûts toujours plus élevés pour réparer les catastrophes naturelles liées au climat et que son approvisionnement en énergie est exposé à d'énormes fluctuations de prix ou – comme lors des crises pétrolières des années 1970 – à des goulets d'étranglement au niveau de la livraison.

Cela dit, un repli radical derrière les frontières nationales n'est pas la réponse à la lutte mondiale pour le profit. La crise du coronavirus l'a aussi montré. Les fermetures de frontières et les interdictions d'exportation ont déchiré les régions transfrontalières et exacerbé les problèmes d'approvisionnement. La réponse est plutôt le renforcement et la démocratisation de l'infrastructure de voisinage ou régionale pour couvrir les besoins fondamentaux et assurer la fourniture de biens et de services essentiels. Si cette infrastructure est entre les mains du secteur public, la population peut en influencer démocratiquement la conception ou/et l'organisation, décider de mettre en place des installations, influencer sur les salaires et les conditions de travail et renforcer les structures de production locales. Mais surtout, les bénéfices en période de prospérité sont reversés à la collectivité, qui doit de toute façon couvrir les risques en période de crise. Tout cela rend l'économie plus résistante aux crises et permet aux gens de participer démocratiquement au développement de l'économie et d'en tirer eux-mêmes des bénéfices économiques au lieu de financer les profits des propriétaires privés. Chaque investissement doit donc s'accompagner d'une réflexion sur la manière d'accroître la participation de la population dans le domaine concerné.

Les chaînes d'approvisionnement des principales sources d'énergie que sont le pétrole et le gaz sont aujourd'hui peu fiables et sujettes à des crises. Le PS veut restructurer l'approvisionnement en énergie de la Suisse, l'asseoir sur les sources d'énergies renouvelables nationales et veiller à ce que les réseaux et les grandes centrales électriques restent la propriété de l'État. Nous pouvons ainsi décider de manière indépendante et démocratique de leur développement futur et garantir que les bénéfices de l'économie énergétique profitent à la collectivité.

⁷ Statistiques énergétiques totales 2018, OFEN 2019.

3. Économie durable

L'approvisionnement de l'humanité doit se préparer aux crises à venir et respecter les limites écologiques. Nous avons besoin d'une économie de la prospérité⁸ plutôt que de la croissance aveugle. L'économie ne doit pas satisfaire la cupidité de quelques-un-e-s, mais doit permettre à tout le monde d'avoir une vie décente. Le développement économique ne devrait pas être mesuré principalement à l'aune de la croissance du produit intérieur brut, mais plutôt en référence à la satisfaction des besoins des populations en matière d'alimentation, de logement, d'énergie, de formation et de sécurité, à l'instauration d'une justice sociale et d'une égalité des genres et à la garantie d'avoir des ressources naturelles pour les générations futures. La Suisse contribue à la dévastation de la planète dans une mesure considérable. Sa population a besoin de près de trois fois plus de ressources naturelles que la Terre n'en fournit réellement⁹. Et la place financière suisse, qui gère plus d'actifs privés que toute autre place financière, soutient avec sa stratégie d'investissements et de crédits un réchauffement climatique de quatre à six degrés ! La contribution de la Suisse à la stabilisation du climat mondial est insuffisante. Si les efforts ne sont pas fortement accélérés, la Suisse ne sera pas neutre sur le plan climatique d'ici à 2050. Il est grand temps que cela change enfin.

Dans sa prise de position intitulée « Notre économie »¹⁰, le PS a fait de nombreuses propositions pour que les gains de productivité profitent de nouveau à l'ensemble de la population et à l'environnement plutôt qu'à un nombre toujours plus restreint de détenteurs/trices de capitaux. Telle est la seule façon d'alléger le fardeau qui pèse sur la population active et la nature, de promouvoir la démocratie et de prévenir l'exploitation et le gaspillage.

Il s'agit maintenant de tirer les leçons de la crise du coronavirus. Pour que l'on puisse relancer une économie affaiblie et en même temps la rendre plus durable, les décideurs politiques doivent modifier leurs priorités. Le PS veut renforcer...

- ... les infrastructures essentielles et une économie de soins (économie du travail de « *care* ») nous appartenant en propre par rapport à un système basé sur la concurrence ;
- ... un stockage bien pensé par rapport aux chaînes d'approvisionnement en flux tendu ;
- ... la démocratie par rapport au pouvoir des grands groupes d'entreprises ;
- ... la production locale par rapport aux chaînes de magasins à succursales mondiales ;
- ... la gestion du recyclage en boucle fermée par rapport à la surexploitation ;
- ... les vecteurs énergétiques renouvelables par rapport aux vecteurs énergétiques fossiles ;
- ... la qualité de vie par rapport à la croissance du PIB.

Les investissements ciblés dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique remplissent ces critères. Ils revitalisent l'industrie locale par des projets d'infrastructure régionaux, tels que des réseaux de chauffage (thermoréseaux, groupements thermiques) et des centrales électriques et de stockage. Dans le même temps, ils rendent notre pays plus résistant aux crises et plus respectueux du climat. Et ils sont nécessaires pour permettre à la Suisse de respecter les engagements internationaux qu'elle a pris en signant l'Accord de Paris sur le climat.

Le PS demande la sortie de l'approvisionnement en énergies fossiles depuis plus de 40 ans déjà. Dans l'intervalle, les problèmes d'approvisionnement en énergie fossile se sont sévèrement aggravés, le problème climatique est maintenant aigu et les énergies alternatives sont devenues compétitives depuis longtemps. Les investissements pour la transition énergétique sont si urgents qu'ils doivent être une composante obligée d'un nouveau départ après la crise du coronavirus.

⁸ *Die Donut-Ökonomie. Endlich ein Wirtschaftsmodell, das den Planeten nicht zerstört.* Hanser, Munich 2018.

⁹ <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/nachhaltige-entwicklung/weitere-indikatoren-achhaltige-entwicklung/oekologischer-fussabdruck.html>.

¹⁰ https://www.sp-ps.ch/sites/default/files/documents/unsere_wirtschaft_def_d_0.pdf.

Le tournant énergétique est incontestablement impératif et rentable à tous égards. Les générations futures et la place économique en tireront des bénéfices, car les investissements en faveur de la protection du climat ne réduisent pas seulement les coûts de réparation du réchauffement climatique à l'échelle mondiale. Ils réduisent également les coûts de l'approvisionnement en énergie, car les coûts marginaux (coûts d'une unité produite en plus) sont généralement beaucoup plus bas lorsque la lumière, la chaleur, le froid, la mobilité ou les machines de production sont générés ou exploités à l'aide d'énergie solaire, éolienne ou hydraulique au lieu de matières premières fossiles importées.

4. Un besoin urgent d'agir

4.1. Protection du climat

Pour respecter l'Accord de Paris sur le climat, la Suisse devrait devenir neutre sur le plan climatique d'ici à 2050. Si l'humanité veut éviter que la température de la Terre ne devienne incontrôlable, elle n'aura pour ainsi dire plus le droit de brûler des combustibles fossiles dans la seconde moitié du siècle. Aujourd'hui, la Suisse est loin d'apporter la contribution nécessaire.

Environ 60 % des bâtiments résidentiels suisses sont encore chauffés au mazout ou au gaz. D'ici à 2050, 900 000 systèmes de chauffage à combustibles fossiles devront être remplacés, soit 30 000 par an. En 2018, au lieu de cela, quelque 23 000 systèmes de chauffage utilisant des énergies fossiles ont été remplacés par des systèmes de chauffage utilisant eux aussi des énergies fossiles. Et moins de la moitié de ces propriétaires a ne serait-ce qu'envisagé une alternative renouvelable¹¹. La part de marché des voitures électriques est toujours inférieure à 2 %. La Suisse est aussi l'un des pays d'Europe les plus en retard en ce qui concerne l'expansion de l'énergie solaire et éolienne¹². Et en matière de trafic aérien, nous sommes la lanterne rouge écologique. Aucun autre pays n'émet plus de CO₂ par habitant par l'intermédiaire des transports aériens que la Suisse¹³.

4.2 Biodiversité

Le domaine de la biodiversité requiert lui aussi de grands investissements. Pas moins de 36 % des espèces animales et végétales de Suisse figurent sur la liste rouge des espèces menacées. À ce chiffre, il faut ajouter 10 % d'espèces qui sont potentiellement en danger. Ce sont là de tristes sommets en comparaison européenne. Selon l'étude d'impact de Biotopschutz Schweiz (Suivi des effets de la protection des biotopes en Suisse WBS), d'énormes valeurs naturelles sont constamment perdues parce que la protection des biotopes est totalement négligée. Même les biotopes d'importance nationale ne sont pas suffisamment entretenus. Pour la majorité des objets, le délai de mise en œuvre de la protection et de l'entretien a déjà expiré, dans certains cas depuis plus de 10 ans déjà. Lorsque les hauts-marais ou les bas-marais se dégradent, des quantités importantes de gaz à effet de serre s'échappent dans l'atmosphère. Bien que la Confédération ait publié un plan d'action pour la biodiversité, elle ne libère pas les ressources nécessaires à sa mise en œuvre.

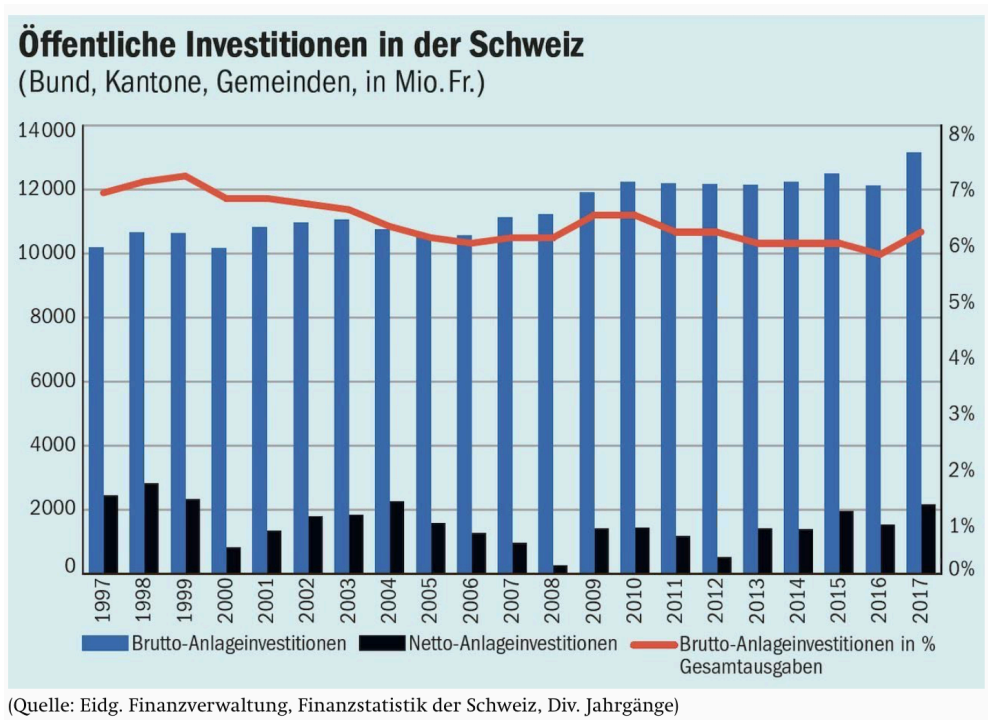
4.3 Volume d'investissement

Malheureusement, la propension pionnière à l'investissement des décennies précédentes s'est estompée. Les investissements dans les infrastructures (transports, santé, formation, etc.) en Suisse, mesurés sur la base du produit intérieur brut, ne représentent qu'environ la moitié de la moyenne de

¹¹ <https://www.energieschweiz.ch/page/de-ch/erneuerbarheizen>.

¹² https://www.energiestiftung.ch/files/energiestiftung/fliesstextbilder/Studien/Laendervergleich%202020/ses20_ländervergleich20.pdf.

tous les pays¹⁴. Si l'on mesure ces investissements par rapport à l'ensemble des dépenses fédérales, cantonales et communales, la part des investissements étatiques bruts a diminué au cours des deux dernières décennies. Ce qui reste est principalement consacré au renouvellement et à l'entretien des infrastructures. À peine un à deux milliards ont été dépensés chaque année en nouveaux investissements réels, c'est-à-dire en investissements qui ont augmenté la richesse nationale. C'est nettement moins que dans les années 1990. Au cours de la même période, les avoirs privés en Suisse ont augmenté d'environ 130 milliards par an. La richesse privée a donc augmenté environ cent fois plus vite que la richesse nationale¹⁵. Il y aurait ici beaucoup à faire. L'OCDE recommande à la Suisse d'investir davantage, en particulier dans tous les domaines où des défis majeurs nous sont posés : lutte contre le changement climatique, vieillissement de la population, éducation/formation et garde d'enfants. Un rapport de l'OCDE¹⁶ souligne également que l'augmentation des investissements publics a un effet secondaire utile sur la politique monétaire. En partant du principe qu'une partie de la pression à la hausse sur le franc suisse est due aux excédents élevés de la balance des opérations courantes, une multiplication des investissements publics destinés à stimuler l'économie nationale peut contribuer à réduire ces excédents et à contrecarrer l'appréciation du franc.



La Suisse fait beaucoup trop peu pour préserver les ressources naturelles et la biodiversité et pour stabiliser le climat. Elle a renoncé à son rôle de pionnière en matière de protection de l'environnement et reste loin derrière les exigences du développement durable. La croyance néolibérale des partis de droite selon laquelle le marché va se charger de régler cela lui-même a conduit à une paresse fatale en matière d'investissements et d'innovation qui portera préjudice aux générations futures. Le PS exige que les années perdues soient rattrapées et que le grand besoin de renouvellement dans le secteur des infrastructures énergétiques soit enfin satisfait avec détermination.

¹⁵ <https://baumanneconomics.ch/2019/12/14/klimawende-verlangt-mehr-staatliche-investitionen/>.

¹⁶ OECD Economic Surveys Switzerland, November 2019, Overview, p. 27.

5. L'infrastructure comme recette du succès

La Suisse a déjà prouvé qu'elle pouvait résoudre avec détermination les problèmes environnementaux par des investissements importants. Pas plus tard que le siècle dernier, elle était encore pionnière en matière de protection de l'environnement. La loi de 1972 sur la protection des eaux (Loi fédérale du 8 octobre 1971 sur la protection des eaux contre la pollution), par exemple, exigeait que tous les rejets polluants soient reliés à une station d'épuration des eaux usées au plus tard en 1987. La Suisse avait atteint cet objectif en 1992. La Confédération, les cantons et les communes ont investi environ 35 milliards de francs dans le traitement des eaux usées. Pour déclencher les investissements nécessaires, la Confédération a soutenu les communes par des subventions. C'est pourquoi nous pouvons aujourd'hui de nouveau nager dans les rivières suisses, et le monde entier nous envie pour cela. À l'heure actuelle, plus personne ne regrette ces investissements. Les opposant-e-s de l'époque non plus.

La Confédération a adopté une approche tout aussi résolue en ce qui concerne le développement du réseau ferroviaire et la création des CFF. Les constructions des centrales hydroélectriques et du réseau électrique ont elles aussi été de grandes réalisations communes des pouvoirs publics, dont la population dans son entier bénéficie aujourd'hui encore. La Suisse est admirée dans le monde entier pour ses transports publics et ses centrales électriques – à juste titre. L'excellent fonctionnement du réseau ferroviaire et l'alimentation électrique performante, indépendante de combustibles fossiles, ont largement contribué à notre succès économique. Cela a été possible parce que la classe politique n'a pas voulu laisser des investisseurs privés nationaux et étrangers décider de l'avenir du pays, mais l'a pris en main elle-même. Avec un formidable esprit de pionnière et une volonté créatrice, elle a planifié et financé l'infrastructure et l'a maintenue sous contrôle public. Au début du siècle dernier, la Suisse a fait face aux défis de l'avenir de manière démocratique et autodéterminée. Cela a été la recette de son succès. Si elle s'appuie sur cette base, la Suisse peut également maîtriser la sortie progressive des énergies fossiles. Elle peut faire fonctionner sa mobilité, son approvisionnement en chaleur et son économie avec sa propre énergie renouvelable. La technologie nécessaire à la réalisation de cet objectif est disponible. Toutefois, il faut investir massivement dans le processus de restructuration. Et, surtout, la volonté politique de le faire doit être là.

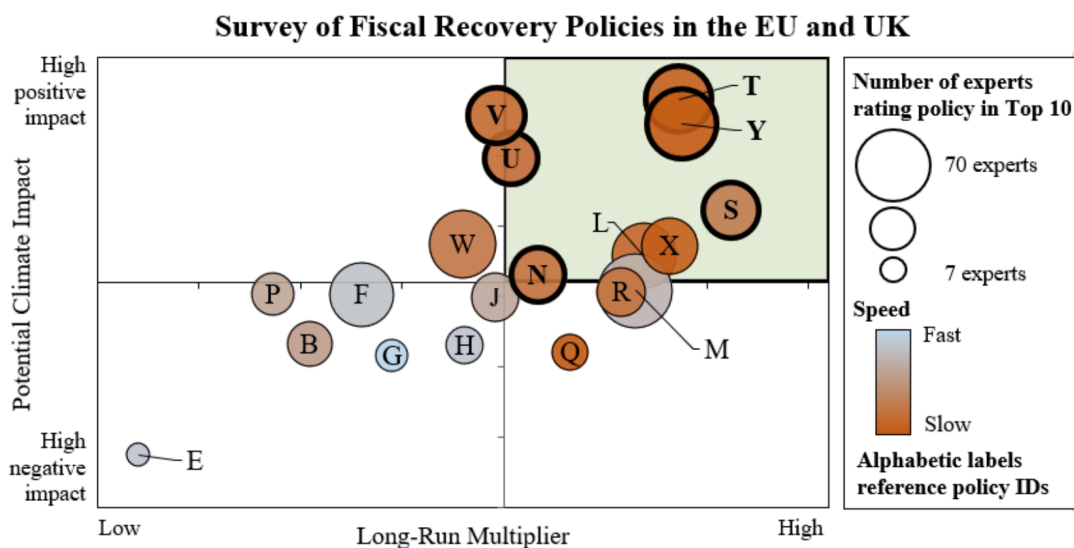
En Autriche et en Allemagne, plus de cent communes et régions sont autarciques du point de vue énergétique ou sont sur le point de le devenir. Elles s'approvisionnent en électricité et en chaleur à partir d'énergies renouvelables indigènes. Les réseaux et les centrales électriques sont planifiés et financés en tant qu'installations communes. Celles-ci sont la propriété de la population, qui peut décider démocratiquement de leur affectation. La création de valeur reste dans le village. En Suisse, cette évolution n'en est qu'à ses débuts. Il est temps pour la Suisse de se rappeler de sa longue tradition de terrains/biens communaux, de coopération et de coopératives.

Des projets communs financés par les pouvoirs publics et contrôlés démocratiquement ont contribué de manière décisive au bien-être de notre pays. Cette richesse nationale est aujourd'hui un pilier important de notre prospérité. Si nous abordons la révolution énergétique avec l'esprit pionnier des générations passées et si nous investissons avec détermination dans la restructuration des infrastructures, nous laisserons également un précieux héritage aux générations futures.

6. Des mesures de relance économique respectueuses du climat

Les programmes de sauvetage étatiques peuvent être très efficaces. Les économistes sont d'accord sur ce point. Même l'Allemagne, un pays où la propension à épargner est marquée, s'est prononcée en faveur d'un plan de relance économique à hauteur de 130 milliards d'euros. Si le franc fiscal est utilisé correctement, chaque franc investi en rapporte plusieurs, dans le meilleur des cas, en refluant dans l'économie suisse. Mais cela n'est en aucun cas vrai pour tous les programmes de sauvetage. C'est pourquoi l'Université d'Oxford a invité 230 économistes de premier plan du monde entier à évaluer la durabilité des mesures d'interventions étatiques pour remédier à la crise du coronavirus. Le résultat¹⁷ est sans équivoque : au niveau mondial, mais surtout en Europe, les investissements dans les infrastructures d'énergie renouvelable et dans la recherche et le développement dans le secteur des technologies propres sont ceux qui permettent d'obtenir les meilleurs résultats. Ils sont les plus efficaces et les plus durables, d'un point de vue tant économique que climatique.

Les investissements dans les secteurs de la santé et de la formation sont également considérés comme relevant de l'économie. Cependant, on considère qu'ils n'ont pas d'effet sur la protection du climat. Les réductions d'impôts ont un bilan moins bon. Leur intérêt économique est sujet à controverse. Elles ont un effet plutôt négatif sur le climat. Le sauvetage inconditionnel des compagnies aériennes est de loin le moins performant.



B Assisted bankruptcy (super Chapter 11)	Q Traditional transport infrastructure investment
E Airline bailouts	R Project-based local infrastructure grants
F Not for profits, education, research, health inst. bailouts	S Connectivity infrastructure investment
G Reduction in VAT and other goods and services taxes	T Clean energy infrastructure investment
H Income tax cuts	U Buildings upgrades (energy efficiency)
J Business tax relief for strategic and structural adj.	V Green spaces and natural infrastructure investment
L Education investment	W Disaster preparedness, capacity building
M Healthcare investment	X General R&D spending
N Worker retraining	Y Clean R&D spending
P Rural support policies	

Results of April 2020 survey for respondents in the European Union and the United Kingdom. Graph axes re-scaled for easy viewing.

¹⁷ Cameron Hepburn, Viron O'Callaghan, Nicholas Stern, Joseph Stiglitz and Dimitri Zenghelis (2020): Will Covid-19 fiscal recovery packages accelerate or retard progress on climate change? Oxford, 4 mai 2020.

Une nouvelle étude de l'Institut allemand pour la recherche économique dresse le même constat. Celle-ci a examiné plus en détail les plans de relance économique lancés après la crise financière de 2008/2009. À cette époque également, les pays industrialisés ont adopté des plans de relance économique, dont certains comprenaient des mesures respectueuses du climat. L'expérience a montré que les composantes écologiques répondaient très bien aux exigences de base des plans de relance économique. Selon l'étude, la politique conjoncturelle axée sur le climat non seulement conduit à une croissance économique à court terme et à plus d'emplois, mais encore elle crée la base pour des innovations à long terme et un développement économique respectueux du climat¹⁸.

Le PS demande à la Confédération de ne pas attendre la fin de la crise pour s'occuper de la protection du climat, mais plutôt de l'accélérer et d'avancer les investissements déjà prévus qui peuvent être réalisés rapidement. Cela comprend l'expansion de l'énergie solaire et des solutions de charge et de stockage de l'électricité, l'assainissement des bâtiments et des processus de production, la revitalisation des réserves naturelles, la promotion agricole de la gestion des terres pour le stockage du carbone et des substituts de la viande, ainsi que le soutien des entreprises de recherche et des jeunes entreprises qui promeuvent des modèles de gestion écologiques.

7. Les coûts de la conversion écologique

Après quarante ans de lutte pour la conversion énergétique, le vent a tourné. « Les jours de l'industrie fossile sont comptés. »¹⁹ La construction automobile et l'approvisionnement en chaleur se tournent vers les solutions électriques et les énergies renouvelables en général à un rythme que nous n'aurions pas pu imaginer il y a quelques années. Les coûts des panneaux solaires, des pompes à chaleur, des solutions de stockage ou des véhicules électriques diminuent rapidement. Une fois que les énergies renouvelables auront atteint un certain niveau de pénétration du marché, l'effondrement des entreprises utilisant des énergies fossiles sera inévitable. C'est là une autre raison pour laquelle les décideurs/euses politiques doivent intervenir rapidement. Il est important d'offrir aux gens des alternatives à la chaleur et à la mobilité fossile en temps opportun et de veiller à ce que notre pays ne s'enlise pas dans des investissements inappropriés dans les énergies fossiles. **Pour des raisons à la fois économiques et écologiques, le tournant énergétique est urgent.** La transition vers une économie sans carbone doit être rapide et doit être financée par des investissements publics et privés.

En 2006, celui qui était alors économiste en chef de la Banque mondiale, Sir Nicolas Stern, a calculé dans son rapport Stern²⁰ que le changement climatique pourrait être stoppé si le monde y consacrait environ 1 % du PIB mondial. Aujourd'hui, une décennie perdue plus tard, il suppose qu'il serait déjà nécessaire d'y consacrer 2 %. Cela correspond à environ 1,7 billion de dollars. À titre comparatif : en 2018, les sociétés cotées en Bourse dans le monde ont généré ensemble un bénéfice plus de deux fois supérieur, à savoir de 4,1 billions de dollars (selon des indications du FMI). Elles en ont distribué 1,1 billion sous forme de dividendes.

Selon une étude de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), l'industrie mondiale de l'énergie a investi à elle seule 1,85 billion de dollars par an, ce qui est suffisant pour résoudre le problème, selon Sir Nicolas Stern. Cependant, elle n'a investi qu'un quart de ses investissements dans les ressources renouvelables et trois quarts dans des projets faisant appel aux énergies fossiles. Au lieu de résoudre le problème, elle l'a encore amplifié. Les grands groupes d'entreprises du secteur fossile sont toujours à la recherche systématique de nouveaux gisements. Ils construisent des gazoducs et des oléoducs, qui ne seront rentables que s'ils accélèrent encore la crise climatique. **En effet, aujourd'hui déjà, les**

¹⁸ Mats Köger, Sun Xi, Olga Chiappinelli, Marius Clemens, Nils Mai, Karsten Neuhoff, Jörn Richstein. Green New Deal nach Corona: Was wir aus der Finanzkrise lernen können. Berlin, mai 2020.

¹⁹ Jeremy Rifkin 2019: Der globale Green New Deal – Warum die fossil befeuerte Zivilisation um 2028 kollabiert – und ein kühner ökonomischer Plan das Leben auf der Erde retten kann. Campus Verlag

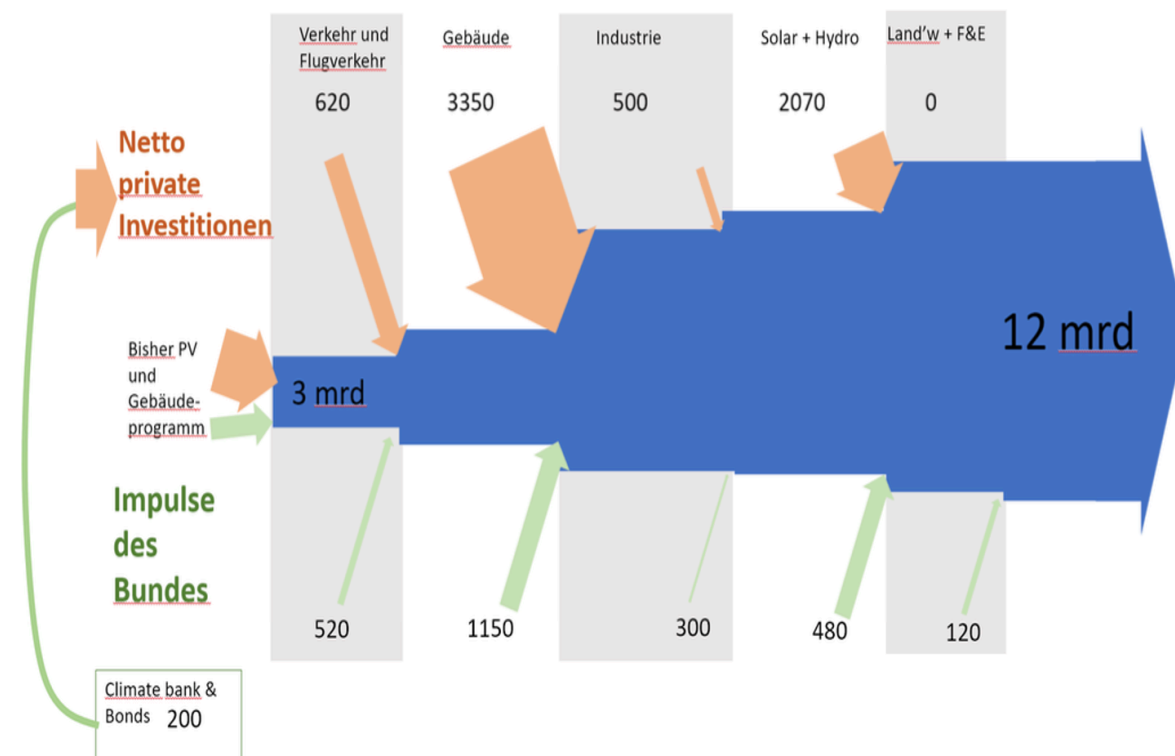
²⁰ Economics of Climate Change The Stern Review, Cambridge Press, 2006

gisements contiennent environ cinq fois plus de combustibles que ce que l'humanité peut encore se permettre de brûler si elle entend stabiliser la température de la Terre. Il y a donc une bulle de carbone actuellement. Néanmoins, les investissements dans les énergies fossiles se poursuivent.

Les grands groupes d'entreprises énergétiques mondiaux et leurs investisseurs n'ont apparemment ni l'envie ni la capacité de stabiliser le climat. Les flux financiers contribuent activement à la destruction de la planète plutôt qu'ils ne l'empêchent. Les décideurs/euses politiques doivent donc veiller à ce que plus aucun flux d'argent ne parvienne aux groupes d'entreprises favorisant les énergies fossiles et à ce que la Suisse ne construise ni ne soutienne plus d'infrastructures basées sur le pétrole, le gaz ou le charbon qui la rendent dépendante de ces mêmes groupes.

2 % du PIB signifierait que la Suisse (ou la Confédération, les cantons et les particuliers) devrait investir environ 14 milliards par an. Une étude détaillée commandée par les associations Energie-Wende-Ja et Greenpeace estime que la Confédération devrait dépenser entre 1,8 et 1,9 milliard de francs suisses par an pour un programme d'impulsion. Elle pourrait ainsi déclencher les investissements nécessaires pour rendre la Suisse climatiquement neutre d'ici à 2050 et produire elle-même l'électricité nécessaire à cet effet²¹. Les auteurs estiment que la Confédération pourrait ainsi créer près de 50 000 emplois.

En été 2019, avec le Plan Marshall pour le climat²², le PS a appelé à un programme d'investissement qui quadruplerait (à peu près) les efforts déployés jusqu'à présent pour rénover les bâtiments et les multiplierait par six dans le cas des systèmes photovoltaïques et de stockage de l'électricité. Nous estimons que cela nécessiterait environ 3 milliards de francs suisses de financement fédéral par an. Ceux-ci déclencherait environ 12 milliards d'investissements publics et privés et, avec l'innovation et les gains de productivité, rendraient la Suisse climatiquement neutre bien avant 2050 tout en réduisant les coûts énergétiques.



²¹ Ruedi Maier, Walter Angst (2020) Covid-19 Klimakrise Impulsprogramm 2020/2030 Für Beschäftigung Nachhaltige Entwicklung, Energie-Wende-Ja, Greenpeace.

²² <https://www.sp-ps.ch/de/publikationen/medienkonferenzen/weg-vom-ol-klima-marshallplan-fur-die-energie-wende>.

À titre comparatif : dans les décennies d'après-guerre, la Suisse a dépensé 2 % de son PIB pour renforcer son approvisionnement en électricité. Trois milliards, c'est seulement trois fois plus que les dépenses fédérales annuelles pour la construction des Nouvelles lignes ferroviaires à travers les Alpes (NLFA). Les investissements dans la protection du climat ont un sens, d'un point de vue à la fois économique et écologique, car ils nous libèrent du pétrole et du gaz, dont l'importation coûte environ cinq à quatorze milliards de francs suisses par an, selon les prix.

La Suisse elle-même n'a pas de gisements de pétrole ou de gaz utilisables, mais elle dispose d'un parc hydroélectrique bien développé et d'un potentiel suffisant pour l'expansion des énergies renouvelables. Elle dispose d'un savoir-faire concentré, d'instituts de recherche hors pair et de nombreuses start-up dans le secteur des technologies propres. Enfin, elle dispose d'un budget fédéral très sain qui lui permet de mener à bien cette tâche sans compromis. Il n'y a aucune raison de repousser les investissements.

8. Le Green New Deal de l'UE

D'autres pays abordent la question climatique avec beaucoup plus de détermination. L'UE a ainsi reconnu la grande importance des investissements pour le tournant énergétique et accorde la plus haute priorité à la protection du climat. Elle entend être neutre sur le plan climatique d'ici à 2050 et a réduit ses émissions de gaz à effet de serre d'un quart depuis 1990, soit nettement plus que la Suisse. Au cours de la prochaine décennie, elle entend mobiliser environ 1 billion d'euros pour des investissements durables. Au cours de la période 2021-2027, elle veut contribuer à la protection du climat et de la biodiversité à hauteur d'au moins 100 milliards d'euros par an et attend de ses États membres des milliards supplémentaires au titre de contribution. Le Green New Deal européen²³ comprend une feuille de route contenant des mesures concrètes. Celle-ci décrit les investissements nécessaires, la manière dont ils peuvent être financés et la façon dont une transition juste et inclusive peut être réalisée.

Ces mesures comprennent :

- Investissements dans de nouvelles technologies respectueuses de l'environnement ;
- Apport de soutien à l'industrie en matière d'innovation ;
- Introduction de formes de transport privé et public plus respectueuses de l'environnement et plus rentables ;
- Décarbonisation du secteur de l'énergie ;
- Augmentation de l'efficacité énergétique des bâtiments ;
- Coopération avec des partenaires internationaux pour améliorer les normes environnementales mondiales.

Mais ce n'est pas tout. Pour stimuler l'économie, qui a été gravement mise à mal par la pandémie de coronavirus, la Commission européenne veut mettre en place un programme de relance en plus du Green Deal. Le budget de l'UE doit être augmenté de 1 100 milliards entre 2021 et 2027, afin de pouvoir financer, entre autres, les investissements liés aux critères de protection du climat²⁴.

²³ https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/european-green-deal_en.

²⁴ <https://www.berliner-zeitung.de/wirtschaft-verantwortung/konjunkturprogramm-eu-von-der-leyen-will-corona-wiederaufbau-zuegig-starten-li.83488>.

9. Créer des emplois

Le chômage a augmenté de 50 % en raison de la crise. Diverses prévisions font état d'une nouvelle détérioration de la situation de l'emploi et s'attendent à ce que le chômage ne diminue de nouveau que lentement. Cela se reflète également dans la baisse rapide du nombre d'emplois mis au concours entre le 9 mars et le 11 mai 2020²⁵. Rien que pendant cette période, 15 000 emplois de moins ont été proposés. La baisse se reflète certes principalement dans le secteur de la restauration et de l'hôtellerie (-50 %), mais elle frappe aussi durement d'autres branches. Il s'agit des secteurs de la construction (-11 %), de l'ingénierie électrique et médicale (-25 %), des technologies de l'information (-18 %), de l'approvisionnement en énergie (-9 %) et de l'ingénierie mécanique (-26 %).

Des pertes d'emplois considérables se profilent dans le secteur de la sous-traitance automobile (34 000 emplois en Suisse) et dans celui des garages automobiles (90 000 employé-e-s). Les voitures électriques sont de moins en moins chères. Les experts estiment que le seuil de rentabilité sera atteint dans quelques années : le prix des voitures électriques sera alors le même que celui des voitures à carburant fossile. Il sera nettement moins élevé dans une décennie. Les véhicules à moteur à combustion seront donc rapidement évincés. Les moteurs électriques étant beaucoup moins susceptibles d'être réparés, nécessitant moins d'entretien et de pièces de rechange, des milliers de garagistes et de fournisseurs de pièces de rechange perdront leur emploi. La situation est similaire pour les monteurs en chauffage spécialisés dans les systèmes de chauffage au pétrole et au gaz, qui seront rapidement remplacés par des pompes à chaleur. Pour ces personnes, il faut créer de nouveaux emplois dans les domaines des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique et mettre sur pied des recyclages appropriés.

La promotion étatique des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique a des effets macroéconomiques positifs²⁶, parce que les importations de produits fossiles peuvent être remplacées par la production nationale et que la création de valeur intérieure (dans le pays) augmente. Les investissements dans la protection du climat créent rapidement des emplois nouveaux et durables. C'est pourquoi des programmes de sauvetage sont mis en place pour l'économie mondiale. Comme l'UE, de nombreux pays lient ces programmes à des objectifs climatiques. McKinsey²⁷ estime qu'avec 75 à 150 milliards de capital, les émissions de CO₂ seront réduites de 15 à 30 % supplémentaires dans toute l'Europe d'ici à 2030, et jusqu'à 3 millions de nouveaux emplois pourront être créés. Le passage à des solutions renouvelables crée environ cinq fois plus d'emplois que si l'on soutient les systèmes fossiles. Les mesures incitatives de l'État en faveur de l'investissement qui réduisent le CO₂ en valent la peine. La création de valeur brute est en augmentation. Cela signifie que chaque franc investi par l'État est « payé en retour » (remboursé) plusieurs fois. Les investissements dans l'infrastructure de (re)charge multiplient la création de valeur brute par 1,9, dans la rénovation des bâtiments par 2,2, dans l'accélération de la construction d'installations solaires ou éoliennes et dans le stockage de l'électricité par 3,4.

Une création plus élevée de valeur a un effet positif sur l'emploi dans tous les secteurs. Bien entendu, les emplois seront toutefois principalement créés dans les secteurs de la construction, des installations et de l'électricité. Les organisations faitières de l'économie en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique affirment que la restructuration de l'approvisionnement en chauffage créera à elle seule environ 4000 nouveaux emplois en Suisse²⁸. Selon le modèle de coût de l'énergie « Kraftwerk

²⁵ <https://www.srf.ch/news/wirtschaft/arbeitsmarkt-in-der-krise-viel-weniger-offene-stellen-wegen-coronakrise>.

²⁶ Gesellschaft für Wirtschaftliche Strukturforchung (2018): Gesamtwirtschaftliche Effekte der Energiewende. Studie im Auftrag des Bundesministeriums für Wirtschaft und Energie.

²⁷ McKinsey & Company (27 mai 2020): How a post-pandemic stimulus can both create jobs and help the climate.

²⁸ <https://aeesuisse.ch/de/news/die-waermewende-ist-machbar>.

Schweiz » du professeur Anton Gunzinger, de l'ETHZ (École polytechnique fédérale de Zurich), les coûts de l'énergie en Suisse diminueront rapidement et environ 50 000 emplois seront créés d'ici à 2050 si 10 % des gens passent à la mobilité électrique au lieu de seulement 2 % par an et si le taux d'assainissement des bâtiments passe de 1 % à 4 %. L'étude de Ruedi Meier et Walter Ott²⁹ estime également qu'environ 50 000 emplois pourraient être créés si un programme de sauvetage Covid-19 accélérât le tournant énergétique.

La création d'emplois doit profiter à tout le monde. Aujourd'hui, les emplois dans le secteur de l'énergie ou dans les techniques du bâtiment sont principalement des emplois pour les hommes. Dans le domaine technique/technologique en particulier, il est important de s'adresser plus fortement aux jeunes filles et aux femmes : les investissements dans la conversion écologique doivent profiter à tous les sexes. Plus de diversité conduit également à plus d'innovation, car des gens différents perçoivent les situations différemment et développent de nombreuses solutions différentes en fonction de ces perceptions.

10. Le financement des investissements publics

Le PS veut que le nouveau départ soit financé d'une manière socialement acceptable. Nous nous opposons à l'idée selon laquelle la classe moyenne et les personnes socialement faibles doivent de nouveau passer à la caisse alors même que d'autres augmentent leurs gains en capital. Nous n'admettons pas que les personnes les plus touchées par la crise aient maintenant encore à payer le coût des programmes d'aide liés au coronavirus ou les investissements nécessaires à ce nouveau départ.

10.1 Pas de paquets de démantèlement

En temps de crise, les plans de démantèlement ou de réduction des coûts – souvent appelés « paquets d'économies » (« paquets d'austérité ») par le camp bourgeois – sont des non-sens économiques. Tous les économistes le savent et le disent. Ils aggravent la crise et affaiblissent encore davantage l'industrie, qui a été touchée par le lockdown. Car les pouvoirs publics sont l'un des plus grands clients des PME locales. Les coupes opérées dans les salaires, les réductions de primes, les rentes ou les prestations d'aide sociale finissent elles aussi par nuire à l'industrie et au commerce, car ces coupes réduisent le pouvoir d'achat des personnes qui s'approvisionnent principalement auprès d'entreprises locales. Les petites entreprises, en particulier, vivent de la demande intérieure. En outre, la consommation intérieure est de toute façon le pilier de l'économie, car elle représente 60 % du PIB. Les pouvoirs publics n'ont pas le droit de l'affaiblir en période de crise, bien au contraire.

Les « paquets d'économies » (« paquets d'austérité ») du camp bourgeois nuisent aux générations futures. En effet, ils portent préjudice aux infrastructures, à la formation et à la protection de l'environnement. Ce sont précisément ces dépenses qui détermineront dans une large mesure la qualité de vie de nos enfants et petits-enfants³⁰. Le PS va donc combattre avec vigueur les mesures de démantèlement du camp bourgeois. Car celles-ci réduisent généralement les dépenses sociales et démantèlent le service public. Ce sont précisément les membres les plus faibles de la société et de la classe moyenne, dont beaucoup ont déjà payé un prix élevé, qui en pâtissent. En outre, elles pénalisent le commerce et l'industrie, qui vivent du pouvoir d'achat du secteur public et de la population.

²⁹ Ruedi Meier, Walter Ott (2020) Covid 19 Klimakrise Impulsprogramm 2020/2030 Für Beschäftigung Nachhaltige Entwicklung, Energie-Wende-Ja, Greenpeace.

³⁰ <https://www.woz.ch/2020/wer-soll-die-krise-bezahlen/der-generationenschwindel>.

10.2 L'endettement crée de la valeur ajoutée

Avant la pandémie, l'endettement de la Suisse représentait 41 % de la création de valeur annuelle (PIB). Si l'on combine les dettes avec les actifs financiers (des pouvoirs) publics, tels que les participations dans les entreprises, comme le fait l'OCDE, la Suisse n'a pas de dettes du tout, mais des actifs équivalant à 9 % du PIB. Le déficit consécutif à la crise du coronavirus de 30 à 50 milliards de francs prévu par le ministre des Finances Maurer correspond à une dette supplémentaire ne dépassant pas 6 % du PIB. En outre, une grande partie de cette dette n'est pas une dette au sens strict du terme, car il s'agit seulement de garanties et non de dépenses. Cela ne dégradera pas la cote de crédit de la Suisse. La Suisse satisfait toujours, et de loin, aux critères de Maastricht. Les générations futures n'auraient pas à rembourser un seul centime. Pourquoi devraient-elles passer à la caisse ? Depuis un certain temps, la Confédération fait même payer des intérêts négatifs aux investisseurs lorsqu'elle leur emprunte de l'argent. La Confédération prend actuellement des créances à trois mois sur le marché monétaire à -0,7 %. Le taux d'intérêt est de -0,4 % pour les obligations ayant une durée pondérée de 12 ans au moins. En d'autres termes, la Confédération gagne entre quatre et sept millions de francs par an sur un milliard de dettes. De plus, avec environ 30 milliards de liquidités, elle fait très bonne figure. Si la Confédération parvient à augmenter le volume d'émission successivement et de manière douce pour le marché, les taux d'intérêt ne devraient augmenter que légèrement. La Confédération peut facilement se permettre de simplement laisser subsister cette dette. Si elle gère le budget comme ces dernières années, cette dette sera épongée dans les 30 prochaines années environ.

La dette des pouvoirs publics ne dit rien non plus sur la prospérité et la dépendance de la Suisse à l'égard de l'étranger. Contrairement à l'Italie, par exemple, la Suisse est endettée presque exclusivement sur le plan intérieur. La Banque nationale (BNS) a emprunté à l'étranger seulement 11 % des dettes actuelles. La Suisse a emprunté les 89 % restants à des investisseurs locaux : banques, caisses de pension et compagnies d'assurance.

Les dettes peuvent devenir un problème si les taux d'intérêt augmentent. Toutefois, compte tenu de l'ampleur de la récession, de la forte augmentation de l'endettement mondial et de l'absence de tendances inflationnistes, une forte hausse des taux d'intérêt n'est pas attendue dans les années à venir. Il n'est donc pas judicieux de réduire les dettes en période de crise économique mondiale. Si les dettes supplémentaires (sur lesquelles, il faut le noter, un produit des intérêts est perçu) sont utilisées pour renouveler les infrastructures, réduire les coûts énergétiques futurs, promouvoir l'innovation et améliorer la formation, les générations futures bénéficieront d'une valeur ajoutée durable qui aura un impact positif sur les comptes de l'État.

Le PS Suisse considère donc qu'une réduction de la dette à court terme est totalement malvenue. Au contraire, la Suisse est dans une telle position financière qu'elle n'a pas du tout à rembourser la dette accumulée consécutivement au coronavirus et peut continuer de s'endetter sans conséquences négatives, même pour les investissements nécessaires pour le climat, ou même se prononcer en faveur de garanties pour les « obligations vertes » (green bonds).

10.3 Les bénéficiaires comme source de fonds

Pour le PS, une augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée ou une augmentation de l'impôt sur le revenu des petits et moyens revenus n'est pas une option envisageable. En effet, de telles augmentations affaibliraient encore davantage le pouvoir d'achat de nombreuses victimes de la crise. Si la Confédération souhaite réduire sa dette accumulée, elle ne peut le faire qu'au moyen d'un accord de compensation des charges qui fait peser la charge sur les bénéficiaires et le capital.

Parmi les bénéficiaires, on trouve les entreprises qui réalisent des bénéfices et les bénéficiaires de dividendes qui profitent des distributions de gains (bénéfices). Une augmentation temporaire des impôts sur les bénéfices et de l'imposition des dividendes suit cette logique. Après la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne a financé la reconstruction avec une taxe de 50 % sur les actifs. Cette compensation des charges devait être payée trimestriellement sur une période de 30 ans. Il y avait des montants exonérés pour les petites fortunes. Ainsi, les riches payaient un impôt sur la fortune annuel de 1,7 %. Les produits des capitaux étant supérieurs à ces impôts, les actifs n'ont pas diminué. Comme on le sait, cette compensation des charges (péréquation ; répartition, équilibrage des charges) dans l'Allemagne de l'après-guerre a permis un énorme développement économique et une réduction des inégalités sociales.

La fortune des millionnaires et des milliardaires vivant ici a presque doublé en un peu plus d'une décennie. Les 6 % des personnes les plus riches de Suisse possèdent les deux tiers de l'ensemble de la richesse privée – les 94 % restants se partagent le reste. Les personnes physiques, en Suisse, ont un patrimoine net d'environ 1800 milliards de francs. Supposons que nous laissions la moitié inférieure des « petites » fortunes en franchise d'impôt et que nous fassions peser sur les 900 milliards des plus riches une charge de 12 %, qui peut être payée sur 10 ans, par exemple. Dans ce cas, environ 100 milliards pourraient être financés pour un programme économique utile ainsi que pour couvrir les mesures de crise.

Dès 2017, Christine Lagarde, ancienne directrice du FMI et aujourd'hui présidente de la Banque centrale européenne, a appelé les gouvernements à taxer davantage les riches afin de réduire les inégalités. Celle qui lui a succédé, Kristalina Georgieva, demande, elle aussi, que les impôts sur les grosses fortunes soient augmentés dans le cadre de la lutte contre la crise économique déclenchée par la pandémie de coronavirus.

Les héritiers/ères font eux aussi partie des grands bénéficiaires. Les avoirs hérités en Suisse n'ont cessé d'augmenter ces dernières années. En 2020, en Suisse, le montant total hérité³¹ avoisinera 95 milliards de francs. Si la Confédération ne taxait que 20 % de ce montant, la dette étatique accumulée pendant la pandémie pourrait être réduite en quatre ans seulement et un programme d'investissement pour le tournant énergétique pourrait être financé dans le même laps de temps.

Le commerce boursier a lui aussi tiré des bénéfices de cette situation. En avril 2020, il a progressé de plus de 50 % par rapport à l'année précédente. Tout comme les grandes entreprises numériques que sont Amazon, Facebook ou Netflix. Celles-ci ne paient presque pas d'impôts dans le monde entier. Toutefois, les cours de leurs actions ont considérablement augmenté en raison de la crise. Le PS considère donc que l'introduction d'une taxe sur les transactions boursières ou financières est ciblée et suffisamment productive pour financer les incitations en vue du nouveau départ.

La Suisse dispose donc de nombreuses possibilités pour financer de manière durable et équitable les investissements nécessaires à un nouveau départ respectueux du climat. Ceux-ci n'échouent donc pas à cause de l'argent. Cependant, ils sont menacés d'échec en raison de la volonté politique des majorités bourgeoises.

³¹ <https://www.srf.ch/news/schweiz/rekordjahr-2020-95-milliarden-so-viel-erben-schweizer-2020>

10.4 Financement par les prix de l'énergie

Jusqu'à présent, les investissements étatiques en faveur de la protection du climat n'ont guère été financés par l'argent des contribuables, mais plutôt par les suppléments de prix des vecteurs énergétiques. Seuls la recherche et le développement, les projets dans le cadre de la coopération internationale et les transports publics sont soutenus par des fonds fiscaux.

La Confédération finance le programme d'assainissement des bâtiments (Programme Bâtiments) grâce à la taxe sur le CO₂ applicable au mazout. Elle rend possible la construction de centrales solaires, éoliennes, hydrauliques ou de biomasse par un supplément de prix sur l'électricité. Et pour promouvoir les projets de protection du climat qui sont principalement mis en œuvre à l'étranger, les importateurs de carburant prélèvent une taxe de 1 ou 2 centimes par litre d'essence ou de diesel.

Fondamentalement, l'augmentation des prix de l'énergie est une bonne idée. Car ces prix ne disent aujourd'hui pas la vérité. Les personnes qui achètent de l'essence, du mazout ou du gaz ne paient rien pour les coûts sanitaires et environnementaux de la pollution associée de l'air. Elles ne paient pas non plus pour les dommages causés par les catastrophes naturelles, qui augmentent en raison du réchauffement climatique. C'est la collectivité et, dans une large mesure, les pouvoirs publics qui paient pour tout cela. Cela n'est pas conforme au principe du pollueur-payeur et fausse le marché.

Ce n'est que lorsque les coûts « externes » seront inclus dans le prix marchand que les décisions d'investissement et d'achat seront prises correctement d'un point de vue économique. Cependant, le niveau des coûts externes est difficile à déterminer. Il existe différentes approches et différents résultats de recherche à ce sujet. Il est clair que les prix du pétrole devraient être beaucoup plus élevés, afin de garantir que les coûts sont réels et que ce sont les bons signaux de prix qui sont envoyés. Actuellement, le secteur de l'énergie connaît une défaillance totale du marché.

Cependant, si nous augmentons les prix de l'énergie jusqu'à ce qu'ils reflètent la vérité des coûts (les coûts réels), il en résultera des difficultés sociales. Une augmentation du prix du mazout, par exemple, grève considérablement le budget financier des locataires ; ceux-ci sont à la merci, sans défense, de ces augmentations de prix, car ils doivent se chauffer et n'ont souvent pas d'alternative renouvelable.

Ces difficultés sociales peuvent être considérablement atténuées si les prix plus élevés de l'énergie sont remboursés à la population et à l'économie, autrement dit s'ils reviennent aux ménages par habitant et aux entreprises par employé. Dans une étude³², le PS a montré que la taxe sur le CO₂, dont les deux tiers sont actuellement redistribués, était rentable pour les familles de quatre personnes, par exemple. Car une telle famille reçoit plus d'argent en retour qu'elle ne paie pour l'augmentation moyenne du prix de l'énergie. Et cela bien qu'un tiers de cet argent soit prélevé pour promouvoir l'assainissement des bâtiments. Cependant, l'étude du PS montre clairement que les investissements qui conduisent au remplacement des systèmes de chauffage à combustibles fossiles ou des véhicules à moteur à combustion sont rentables pour tout le monde, car les coûts énergétiques baissent considérablement par la suite.

Atteindre la vérité des coûts (les coûts réels) au moyen de taxes d'incitation est un concept qui a du sens dans une économie de marché. Mais cela présuppose que les gens puissent réellement se comporter comme dans une économie de marché et se tourner vers des alternatives. Tel n'est pas le cas des locataires ou des personnes qui dépendent de voitures privées ou de livraison à carburant fossile. La hausse des prix de l'énergie est problématique aussi là où le marché est influencé par les frontières nationales. En particulier dans un petit pays comme la Suisse, où environ la moitié de la

³² https://www.sp-ps.ch/sites/default/files/documents/2019_07_16_soziale_energiewende.pdf.

population vit à moins d'une heure de la frontière, une grande partie de la population contournerait (éviterait) une taxe d'incitation sur l'essence en faisant le plein à l'étranger.

Le PS...

- ... soutient les instruments de financement existants, tels que la taxe sur le CO₂ et le supplément réseau (électrique) fédéral de 2,3 centimes, et préconise leur maintien.
- ... soutient les efforts visant à refléter la vérité des coûts (les coûts réels) dans les prix de l'énergie, mais demande des mesures supplémentaires pour prévenir les difficultés sociales. La réalité sociale de toutes les catégories de la population doit être prise en compte.
- ... s'engage à faire en sorte que toute nouvelle majoration du prix de l'énergie soit socialement acceptable. Ces suppléments de prix doivent être remboursés à la population et à l'économie de la manière la plus complète possible et s'accompagner de mesures permettant à chacun-e de financer la transition dans les limites de ses possibilités économiques.
- ... demande que la majeure partie des investissements supplémentaires dans la protection du climat soit financée par la caisse fédérale ordinaire. Comme les impôts fédéraux directs ont un montant exonéré qui est élevé et sont prélevés de manière très progressive, ils représentent la plus sociale des options de financement.
- ... rejette les suppléments de prix sur le CO₂ pour financer la caisse générale de l'État (taxes climatiques), car ils rendent l'État dépendant des vecteurs énergétiques fossiles, dont nous voulons nous libérer le plus rapidement possible.
- ... s'engage en faveur d'une représentation paritaire des sexes dans tous les organes et cercles décisionnels, législatifs et de formation de l'opinion en matière de politique climatique.